

JOCelyn ALEXANDER ET BLESSING-MILES TENDI

LA VIOLENCE ET LES URNES : LE ZIMBABWE EN 2008

LE PRÉSENT ARTICLE EXPLORE LES DIVERS RÔLES JOUÉS PAR LA VIOLENCE LORS DES RÉCENTES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AU ZIMBABWE. LE PREMIER TOUR A ÉTÉ MARQUÉ PAR L'ABSENCE RELATIVE DE VIOLENCE D'ÉTAT, ALORS QUE LE SECOND A CONNU UNE VIOLENCE EXTRÊME, ORCHESTRÉE PAR LE PARTI AU POUVOIR. LES COMPARAISONS PARFOIS FAITES ENTRE LE ZIMBABWE ET LE KENYA NOUS SEMBLENT TROMPEUSES : LA VIOLENCE ÉLECTORALE AU ZIMBABWE N'ÉTAIT PAS UNE VIOLENCE ETHNIQUE ET ELLE NE PROVENAIT PAS DE FORCES EXTÉRIEURES À L'ÉTAT. LES SÉQUELLES SUR LES INSTITUTIONS, LES PARTIS POLITIQUES ET SUR LES CONCEPTIONS POPULAIRES DE LA CITOYENNETÉ INFLUENCERONT PROFONDÉMENT LA NATURE DE TOUT FUTUR ACCORD DE PARTAGE DE POUVOIR.

La politique au Zimbabwe est profondément modelée par la violence. La violence influence, divise et unit les partis politiques du pays d'une manière particulière. Elle affecte leur capacité à mobiliser leurs électeurs et leur idéologie. Elle a marqué les élections successives, et elle a été utilisée pour transformer l'État. Lorsque la Zimbabwe African National Union-Popular Front (Zanu-PF) au pouvoir lance en 2000 la troisième Chimurenga (« lutte » en langue shona), pour « récupérer » les terres des fermiers blancs, elle inscrit cette lutte dans le long récit des violences, des insurrections des années 1890 contre la conquête coloniale jusqu'à la guerre de libération des années 1970. Pour les opposants, la violence de la troisième Chimurenga évoque des souvenirs différents, ceux de la répression brutale lancée contre la Zimbabwe African People's Union (Zapu), le parti rival du Zanu-PF pendant la lutte de libération et durant les années 1980, ainsi que ceux de la violence périodiquement dirigée contre les organisations civiques et les partis opposés à la Zanu-PF depuis.

Les scrutins des 29 mars et 27 juin 2008 sont chacun à un pôle du spectre des violences et des luttes électorales. Le premier tour des élections – pour le Parlement, le Sénat, la Présidence et les autorités locales –, dont les



résultats ont stupéfait la Zanu-PF, aura été le moment le moins violent de toute la troisième Chimurenga. Le principal parti d'opposition, le Movement for Democratic Change (MDC), pourtant désabusé et divisé, a obtenu une majorité parlementaire, et le chef de la faction dominante du MDC, Morgan Tsvangirai, a reçu plus de votes que les autres candidats même si, selon le décompte officiel très contesté, il n'aurait pas remporté l'élection au premier tour.

Le succès du MDC a suscité une réaction brutale du parti au pouvoir et de ses idéologues sécuocrates, réaction qui a mené Tsvangirai à se retirer du scrutin quelques jours avant le deuxième tour, permettant ainsi au président Robert Mugabe, à la tête de la Zanu-PF, de se déclarer vainqueur au terme de la consultation du 27 juin. L'élection du 29 mars a ravivé la confiance de la population envers un processus électoral qui avait perdu sa faveur après huit années de défaites de l'opposition. Dans la jubilation qui a suivi le premier tour, un nouvel avenir politique a semblé possible pour le Zimbabwe, tout comme un arrêt de son déclin économique. Le second tour a rapidement détruit cette confiance nouvelle, mettant en lumière la nature profondément problématique de la logique de lutte de libération et de violence sur laquelle la Zanu-PF fonde sa prétention au pouvoir.

Toutefois, on se tromperait à considérer ces événements comme une simple manifestation du triomphe d'un autoritarisme cru, ancré dans la coercition, face à un idéalisme démocratique ravivé. La Zanu-PF et le MDC sont tous deux trop complexes, trop compromis et trop divisés pour permettre une analyse aussi simple, et leurs comportements respectifs sont conditionnés par un État qui porte dans ses institutions fractionnées des logiques et des pratiques contradictoires, bureaucratiques et légales autant que partisans et coercitives. C'est au cœur de ces interstices et divisions (au sein des partis et entre eux, comme au sein des institutions de l'État et entre elles) que la lutte pour l'avenir politique du Zimbabwe se déroule et c'est sur ce terrain disparate que tout accord de partage du pouvoir devra prendre forme. C'est avec cette perspective que nous allons étudier les deux tours des élections récentes et développer une réflexion sur le futur de la violence politique au Zimbabwe.

LE SCRUTIN DU 29 MARS : UNE OUVERTURE INATTENDUE

On peut affirmer sans exagérer que la violence a agi comme un facteur central pour le maintien de la discipline et pour la « réussite électorale » de la Zanu-PF et qu'elle a eu une fonction contraire pour le parti d'opposition, menaçant constamment la capacité, l'intégrité et l'unité du MDC.

Les difficultés du MDC à préserver son unité ne sont guère surprenantes. Il s'agit d'un parti jeune, avec un leadership peu expérimenté et un électorat très composite, des syndicalistes et des travailleurs, des professionnels et des étudiants, des fermiers blancs et des employés agricoles, qui ont tous subi des pressions extraordinaires depuis le début du parti en 1999. En plus d'une montée dramatique du chômage, d'une détresse économique extrême et d'une répression violente et ciblée, des centaines de milliers de partisans du MDC ont été déplacés et parfois privés du droit de vote à la suite de deux événements : la confiscation, l'occupation et le démembrement, en 2000, de nombreuses grandes fermes appartenant à des Blancs, et le « nettoyage » urbain de 2005 (l'opération Murambatsvina), au cours de laquelle de nombreux quartiers informels et « illégaux » ont été détruits¹. Les terres communales où vivaient les cultivateurs noirs ont été surveillées de manière plus étroite par la hiérarchie des chefs officiels, appelés à s'engager aux côtés des anciens combattants de la guerre d'indépendance, des miliciens et des fonctionnaires membres de la Zanu-PF et à utiliser leur contrôle sur l'accès à la nourriture (et souvent aux services sociaux et à la terre) pour obtenir la loyauté politique durant une série de périodes de sécheresse. De nombreux partisans du MDC, en quête d'emploi et de sécurité, ont alors quitté le pays.

Face à ses échecs électoraux répétés, à la frustration et à la faiblesse organisationnelle qu'ils ont suscitées, le MDC a développé des structures parallèles, externes aux organes centraux du parti, gérées par de jeunes « militants » qui ne répondaient qu'à un petit nombre de dirigeants fidèles à Morgan Tsvangirai. Cette mesure était une réaction à la répression menée par la Zanu-PF, mais en pratique, elle a fait entrer le secret, la méfiance et une « culture de violence » dans le MDC, comme en écho à la Zanu-PF. Au sein du MDC, elle a déclenché de vives controverses sur la démocratie interne et sur la responsabilité des dirigeants devant les militants². À la fin 2005, après des années de dissensions, ces problèmes, ainsi qu'une montée des tensions régionales et ethniques³, ont entraîné une scission du MDC. Plusieurs figures de proue du parti, dont le secrétaire général Welshman Ncube et le vice-président Gibson Sibanda se sont

1. Sur la question foncière, voir J. Alexander, *The Unsettled Land : State-Making and the Politics of Land in Zimbabwe 1893-2003*, Oxford, James Currey, 2006. Sur l'Opération Murambatsvina, voir plus bas.

2. Voir A. LeBas, « The politics of collapse : political responses to violence and displacement in Zimbabwe », communication à la conférence « Political economies of displacement in post-2000 Zimbabwe », Johannesburg, 9-11 juin 2008.

3. Voir B. Raftopoulos, « Reflections on opposition politics in Zimbabwe : the politics of the Movement for Democratic Change », in B. Raftopoulos et K. Alexander (eds), *Reflections on Democratic Politics in Zimbabwe*, Le Cap, Institute for Justice and Reconciliation, 2006.



alliés pour former un nouveau MDC sous la direction d'Arthur Mutambara, ancien leader étudiant et professeur de robotique. Tsvangirai est resté à la tête de la principale faction du MDC, dès lors connue sous le nom de MDC-T.

Durant l'année précédant les élections de 2008, l'assaut systématique lancé contre le MDC (et en particulier le MDC-T) à Harare a renforcé les divisions au sein de l'opposition, affaiblissant encore sa capacité organisationnelle. Les deux MDC ont mené campagne dès le début de l'année 2007, et des organisations de la société civile ont lancé des mobilisations autour des questions économiques et des droits humains. Face à ce renouveau militant, la Zanu-PF a ciblé les dirigeants de ces mouvements à tous les niveaux. L'épisode le plus spectaculaire aura été l'intervention des forces anti-émeutes le 11 mars 2007 lors d'une réunion d'un groupe de prières réuni par la campagne Save Zimbabwe, une coalition rassemblant des Églises, de simples citoyens et les deux MDC⁴. Morgan Tsvangirai et d'autres dirigeants ont été sévèrement battus, alors même que certains d'entre eux étaient détenus par la police. Le fief de Tsvangirai à Harare a ensuite subi une campagne d'enlèvements, de tortures et d'intimidations policières. Mutambara et ses partisans ont été relativement épargnés, Mugabe arguant que, contrairement à Mutambara, Tsvangirai « ne savait pas comment se comporter⁵ ». Plus largement, le pouvoir a décrit Tsvangirai, un syndicaliste sorti de l'école primaire, comme un « garçon » non éduqué et indigne de la compagnie d'universitaires – un procédé classique au sein du mouvement nationaliste⁶. Pour Mugabe, les ambitions de Tsvangirai étaient « vaines » parce qu'elles « n'étaient pas enrobées dans une compréhension et une vision intellectuelles supérieures⁷ ».

La stratégie de division menée par le pouvoir a permis d'affaiblir les factions du MDC et a dégradé les relations entre elles. La réunification du MDC a échoué en février 2008, le MDC-T décidant « de s'imposer autant dans les régions qu'il contrôlait que dans les fiefs du MDC Mutambara », notamment dans les provinces du Matabeland où le MDC avait obtenu une forte majorité lors des élections précédentes et d'où venaient plusieurs des dirigeants du MDC Mutambara⁸. La violence et les divisions ont profondément démoralisé le MDC, dont le credo reposait sur les notions de démocratie, de droits humains et de tolérance et dont la naissance devait beaucoup au rejet des méthodes violentes de la Zanu-PF.

Si la violence a mis en cause l'identité et l'unité du MDC, elle a été essentielle à la discipline et au maintien de la capacité de mobilisation de la Zanu-PF. Celle-ci a fait face à des difficultés sérieuses en 2008, alors que le pays a connu une forte récession et une inflation record (plus de 2 millions de pourcent en juillet 2008). Dans un langage épuisé d'avoir trop servi, la Zanu-PF a dénoncé l'action d'adversaires néo-impérialistes, responsables de l'existence

de l'opposition et de la catastrophe économique ; elle a affirmé être dans une lutte à mort avec le MDC et ses alliés, dont les sanctions économiques étaient la cause de la misère du peuple. Des mesures populistes de contrôle des prix et, peu avant les élections, la distribution de gratifications diverses, du financement d'équipes de football à des tee-shirts et de la nourriture, n'ont pas pu convaincre que la Zanu-PF pouvait soulager la misère du peuple⁹.

En plus de menacer la base électorale de la Zanu-PF, la crise économique a entretenu les luttes de succession à l'intérieur même du parti. Deux factions principales, menées respectivement par le général à la retraite Solomon Mujuru et par le ministre du Logement rural Emmerson Mnangagwa, ancien dirigeant des services de renseignements, la Central Intelligence Organisation (CIO), étaient depuis des années en action, sans remettre en cause Mugabe. Depuis 2000, la Zanu-PF a su tenir ses membres avec un mélange de menaces, de chantage et d'arguments idéologiques, récompensant grassement les « durs » prêts à utiliser la violence contre leurs adversaires (à l'intérieur et à l'extérieur du parti) et à proclamer leur allégeance à la troisième Chimurenga¹⁰. Mais les élections de mars ont été marquées par la candidature de l'ancien ministre Zanu-PF des Finances, Simba Makoni, et sa promesse d'une « aube » nouvelle¹¹. L'annonce de sa candidature en février a suscité une réaction au vitriol de Mugabe, qui a qualifié Makoni de prostitué malhabile – « les prostitués, eux au moins, ont des clients », a-t-il dit –, ou encore de grenouille se prenant pour un boeuf¹². Makoni, qui s'est habilement positionné comme un réformateur capable de renforcer la Zanu-PF plutôt que de la détruire et comme un

4. Voir Human Rights Watch (HRW), *Bashing Dissent : Escalating Violence and State Repression in Zimbabwe*, vol. 19, n° 6 (A), mai 2007.

5. Solidarity Peace Trust (SPT), *Destructive Engagement : Violence, Mediation and Politics in Zimbabwe*, Johannesburg, 10 juillet 2007, p. 16 et 20-21.

6. Voir G. Nyarota, « Politics, the educated elite and related matters », *The Zimbabwe Times*, 14 août 2008.

7. B.-M. Tendi, « Wanted : politicians with degrees in people », *New Zimbabwe*, 22 février 2008.

8. SPT, *Punishing Dissent, Silencing Citizens : The Zimbabwe Elections 2008*, Johannesburg, 21 mai 2008, p. 10.

9. Voir B. Mpfu, « The battle for electoral turf in Bulawayo's townships in the March 29 2008 harmonised elections », manuscrit, 2008.

10. Voir A. LeBas, « Polarization as craft : party formation and state violence in Zimbabwe », *Comparative Politics*, juillet 2006, sur les techniques violentes et autres utilisées pour maintenir les divisions internes du Zanu-PF et recentraliser le pouvoir dans le parti depuis 2000.

11. Voir N. Kriger, « Can elections end Mugabe's dictatorship ? », *Association of Concerned Africa Scholars Bulletin*, n° 79, 2008 ; B. Raftopoulos, « The "frog" and the "puppet" : the Makoni moment and opposition politics in Zimbabwe », *Perspectives*, n° 2, 2008 ; S. Eppel, « Matabeleland : its struggle for legitimacy and the relevance of this in the 2008 election », *Perspectives*, n° 2, 2008.

12. « Mugabe tightens his grip », *Mail and Guardian*, 3 mars 2008.



technocrate capable d'améliorer la situation économique, a pu sembler, pour certains, incarner un potentiel renouvellement de la Zanu-PF, acceptable pour l'Occident comme pour le puissant voisin sud-africain. Les médias, les bars et les allées du pouvoir ont alors bruissé de rumeurs au sujet des factions favorables à Makoni, Mujuru et le général à la retraite Vitalis Zvinvashe figurant parmi les favoris¹³.

La campagne de Makoni, suite de rassemblements modestes, a été couverte par les médias internationaux et par la presse zimbabwéenne indépendante, tout excités, mais le groupe de Makoni s'est vite avéré mal organisé, sous-financé et vulnérable aux obstructions de la Zanu-PF¹⁴. En fin de compte, le seul membre influent de la Zanu-PF à soutenir Makoni aura été Dumison Dabengwa, très respecté dans le Matabeleland où il avait dirigé le renseignement militaire de la Zapu lors de la guerre de libération avant de rejoindre la Zanu-PF – il n'avait cependant pas pu se faire élire dans le Matabeleland, lorsqu'il s'était présenté sous l'étiquette Zanu-PF dans les scrutins précédents. Le prix à payer en quittant le parti au pouvoir était visiblement trop élevé, et les sympathisants présumés de Makoni ont regagné le giron du parti. Si Makoni n'a pas véritablement divisé la Zanu-PF, il a aggravé les divisions au sein du MDC : en l'absence d'accord avec Tsvangirai, le MDC Mutambara a décidé de soutenir la tentative malheureuse de Makoni à la présidentielle, tout en nommant ses propres candidats aux élections parlementaires. Ainsi, il est arrivé qu'il y ait deux ou même, en raison de divisions au sein du MDC-T, trois candidats d'opposition face à un seul candidat Zanu-PF¹⁵.

L'état catastrophique de l'opposition, l'échec de Makoni à obtenir un substantiel et les luttes politiques pour la succession de Mugabe ont contribué à donner à la Zanu-PF un excès de confiance en soi (Mugabe a parlé de « complaisance »), à tel point que la campagne a été moins violente que les précédentes¹⁶. Les critiques envers le pouvoir formulées par l'entité sous-régionale, la Southern African Development Community (SADC) après les événements du 11 mars 2007, ont également joué un rôle dans la limitation des violences autour du premier tour. La SADC a mandaté le président sud-africain Thabo Mbeki pour mener des négociations entre les MDC et la Zanu-PF. Si cette médiation a été critiquée pour son silence et pour son incapacité à mettre fin aux violences du pouvoir, elle a tout de même suscité des changements au niveau des règles du jeu, jusqu'à ce que Mugabe les rompe en décidant de fixer unilatéralement les élections à janvier 2008 : des lois ont été amendées, permettant des « ouvertures limitées mais significatives dans la sphère politique » – l'affichage public des résultats à la sortie des bureaux de vote, qui a permis à l'opposition de suivre et de rendre public les résultats au fur et à mesure¹⁷. La lutte restait fort inégale¹⁸, mais les partisans du MDC

ont ainsi pu faire campagne dans les zones rurales avec une liberté qu'ils n'avaient pas connue depuis 2000¹⁹.

Pendant la campagne électorale, Tsvangirai a pour sa part attiré des foules énormes. La campagne publicitaire positive et habile de son parti, insistant sur le changement politique, le redressement économique et incluant des promesses de compensation et de transparence face aux crimes passés du pouvoir, a suscité beaucoup d'intérêt. Le MDC-T tranchait ainsi avec les méthodes de la Zanu-PF – les insultes, les menaces et l'omniprésence de l'image de Mugabe brandissant le poing. Le parti au pouvoir promettait pour sa part que le Zimbabwe « ne serait plus jamais une colonie » et qu'il « punirait et ferait taire à jamais les marionnettes qui avaient soutenu les sanctions internationales²⁰ ».

La Zanu-PF n'avait pas perdu sa capacité de mobilisation – le clientélisme, la coercition et l'attrait idéologique ont eu une certaine efficacité. Toutefois, l'absence relative de violence et l'ouverture de l'espace politique ont été suffisantes pour faire perdre son avantage au parti dominant. Lors du scrutin parlementaire, le MDC-T a conquis Harare (comme prévu), sauf une circonscription, et la Zanu-PF a remporté moins de 20 % des suffrages dans 18 des 23 circonscriptions. Le MDC-T a également conquis la ville de Bulawayo, dans le Matabeleland, où le MDC Mutambara s'attendait à avoir du succès puisque sa liste comprenait des personnalités de poids de la région. Le vote urbain est donc allé aux partis, non pas aux individus : à Bulawayo et à Harare, les candidats inconnus qui figuraient sur la liste du MDC-T ont vaincu les candidats prestigieux de Mutambara²¹. Le MDC Mutambara semble avoir souffert de son appui à Makoni, perçu comme un partisan de la Zanu-PF, de son manque de ressources, de sa campagne négative contre Tsvangirai

13. International Crisis Group, *Zimbabwe: prospects from a flawed election*, Africa Report n° 138, 20 mars 2008; B. Raftopoulos, « The "frog" and the "puppet"... », art. cit.; A. LeBas, « The politics of collapse... », art. cit.

14. Voir « CIO disrupt Makoni Plan », *Zimbabwe Independent*, 29 février 2008.

15. Même après la formation du MDC de Mutambara, le MDC-T était assailli par les divisions provoquées par des batailles de pouvoir, de politique de personnalité et par l'imposition de candidats électoraux venant du centre.

16. « Mugabe urges party unity, vigorous campaign », *China View*, 17 mai 2008; « Party must unite: President », *The Herald*, 26 mai 2008.

17. SPT, *Punishing Dissent...*, op. cit., p. 10-11.

18. Voir HRW, *All over again: Human Rights Abuses and flawed Electoral Conditions in Zimbabwe's Coming General Elections*, vol. 20, n° 2 (A), mars 2008.

19. SPT, *Punishing Dissent...*, op. cit., p. 11, 21 et 32; N. Kriger, « Can elections end... », art. cit., p. 1-2.

20. Voir les affiches de campagne figurant dans SPT, *Punishing Dissent...*, op. cit., p. 60.

21. A. LeBas, « The politics of collapse... », art. cit.



et d'un taux de participation au vote faible²². Le plus gros choc pour la Zanu-PF a été le résultat du scrutin dans les circonscriptions rurales où elle était habituellement forte : le MDC-T a fait des incursions importantes au cœur du Mashonaland et des autres régions rurales. Comme le montre LeBas, par rapport aux scrutins passés, la Zanu-PF a perdu entre 10 et 30 % de ses électeurs dans ses principaux bastions et l'érosion a été plus forte là où le parti avait eu le plus de soutien par le passé²³.

Des 210 sièges parlementaires en jeu, le MDC-T en a obtenu 99, le MDC de Mutambara, 10 (tous dans les zones rurales du Matabeleland) et la Zanu-PF, 97. Jonathan Moyo, ancien ministre Zanu-PF de l'Information, qui se présentait en tant qu'indépendant dans sa circonscription d'origine, le Tsholotsho, a remporté un siège. Et l'attribution de trois sièges a été reportée en raison du décès (naturel) de certains candidats ; deux de ces sièges ont ensuite été gagnés par la Zanu-PF et un par le MDC-T. La faiblesse et les divisions de l'opposition n'ont donc pas fait obstacle à la victoire du MDC-T, mais ils lui ont coûté cher : ensemble, les voix MDC auraient vaincu la Zanu-PF dans dix circonscriptions de plus, lui assurant une majorité au Parlement²⁴.

Alors que les résultats étaient publiés, de manière officielle et non officielle, au compte-gouttes par la Zimbabwe Electoral Commission (ZEC), par un flot d'annonces du MDC et par des textos et des photos numériques des résultats affichés dans les bureaux de vote envoyés par cellulaire, l'euphorie s'est emparée du MDC-T. La ZEC n'a annoncé les résultats de l'élection présidentielle que le 2 mai, confirmant le succès de Tsvangirai, sans lui reconnaître la majorité nécessaire pour une victoire au premier tour – ce retard et ce résultat ont provoqué bien des suspicions. La ZEC a également entrepris un recompte des voix dans 23 circonscriptions, suscitant des peurs de trucage, mais les résultats n'ont pas changé. Avec l'affichage public des résultats, comme le secrétaire général du MDC Tendai Biti l'a dit, « personne ne peut confisquer le résultat²⁵ ». Mais l'affichage public signifiait également que tout le monde savait, au niveau local, qui votait pour qui, ce qui s'est retourné contre l'opposition lors des brutalités qui ont suivi.

LE SCRUTIN DU 27 JUIN : RÉPRESSION ET REPRÉSAILLES

Face à sa défaite surprise du 29 mars, la Zanu-PF a d'abord été confuse : Mugabe allait-il proposer un partage du pouvoir ? Allait-il reconnaître sa défaite ? Comme Tsvangirai l'a confirmé par la suite, des représentants de la Zanu-PF l'ont alors approché pour évoquer ces possibilités²⁶. Rumeurs, courriels et textos circulaient – le « Vieux » était-il définitivement vaincu ?

L'optimisme initial des partisans du MDC s'est rapidement transformé en inquiétude, l'incertitude se prolongeant et les réunions se multipliant au plus haut niveau entre les forces de sécurité et la Zanu-PF.

Selon une rumeur, le Joint Operations Command (JOC) dirigé par Emmer-son Mnangagwa, et qui comprend les responsables de l'armée de terre, des forces aériennes, des services pénitenciers, de la police et de la CIO, aurait élaboré, immédiatement après les résultats, une stratégie de retardement et de violence afin de conserver le pouvoir exécutif²⁷. Les luttes de succession au sein de la Zanu-PF ont encore une fois marqué la situation : comme en 2000, les militants les plus engagés en faveur de la troisième Chimurenga et les plus enclins à la violence ont occupé le devant de la scène. Mnangagwa, tombé en disgrâce à la suite de sa candidature à la Présidence en 2004, était rentré en grâce lors du congrès – très tendu – du parti en décembre 2007, au cours duquel il avait contribué à la défaite de Solomon Mujuru. Mnangagwa et ses alliés se sont attachés à assurer la survie de Mugabe, pour mieux pouvoir lui succéder.

L'implication du JOC dans les violences est claire. Depuis 2000, avec la promotion massive de militaires à des postes de responsabilité, de la stratégie politique aux politiques agraires et économiques, le pays se « militarise »²⁸. Dès les années 1990, autour en particulier des questions foncières, les pouvoirs de décision avaient commencé à échapper aux ministères²⁹. C'était alors le parti qui avait remplacé les experts. Le JOC avait fait son entrée publique en politique en 2002, en affirmant que les forces de sécurité « ne sauraient accepter, soutenir ou saluer » quelqu'un qui n'aurait pas participé à la guerre de libération, faisant bien sûr allusion à Tsvangirai³⁰. Il semble aujourd'hui que même le bureau politique de la Zanu-PF doive se plier aux vœux du JOC, qui a réitéré

22. Mpofu, « The battle for electoral turf... », art. cit.

23. A. LeBas, « The politics of collapse... », art. cit., p. 25-26. Voir aussi HRW, « *Bullets for Each of You* » : *State-Sponsored Violence since Zimbabwe's March 29 elections*, juin 2008.

24. Voir « Opposition split propels Zanu PF », *Financial Gazette*, 6 avril 2008.

25. Voir C. McGreal, « Secret Mugabe meeting ponders military move or fixed result – but not admission of defeat », *The Guardian*, 1^{er} avril 2008. Selon McGreal, le MDC aurait photographié les résultats dans près de 8 000 bureaux de vote sur 9 000.

26. Voir l'entretien avec Morgan Tsvangirai, BBC « Hardtalk », 17 avril 2008.

27. Voir N. Kriger, « Can elections... », art. cit., p. 2-3 ; SPT, *Punishing Dissent...*, op. cit. ; « Inside Mugabe's violent crackdown », *Washington Post*, 5 juillet 2008 ; C. Nzou, « Hawkish ally leads Mugabe fightback », *ZimOnline*, 30 avril 2008.

28. S. Ndlovu-Gatsheni, « Nationalist-military alliance in Zimbabwe and the fate of democracy », *African Journal of Conflict Resolution*, vol. 6, n° 1, 2006, p. 49-80.

29. Sur cette période, voir A. Selby, *Commercial Farmers and the State : Interest Group Politics and Land Reform in Zimbabwe*, thèse de doctorat, University of Oxford, 2006.

30. « Army deals blow to Mugabe rival », BBC, 9 janvier 2002.



ses avertissements³¹. Les dirigeants du JOC affirment défendre les intérêts du Zimbabwe, mais ils veulent bien sûr protéger leur pouvoir et les empires commerciaux que plusieurs d'entre eux ont bâtis. Pour ces raisons, à la moindre hésitation de Mugabe, ils ont réagi rapidement pour assurer sa survie politique – et celle de la Zanu-PF.

La réponse brutale du pouvoir doit beaucoup au JOC, qui a estimé que le MDC avait gagné parce qu'on lui avait laissé trop d'espace. Mais la Zanu-PF a sa propre habitude de la violence, comme on l'a vu lors des scrutins précédents, et particulièrement en 1985³². De fait, les méthodes de 1985 ont reparu en avril-mai 2008 – plusieurs membres du JOC, dont Perence Shiri et Emmerson Mnangagwa, avaient été directement impliqués dans la violence des années 1980³³.

UN AUTRE KENYA ?

Après les élections de mars, au Zimbabwe comme ailleurs, beaucoup d'acteurs et d'observateurs ont suggéré des comparaisons avec les récentes violences postélectorales au Kenya³⁴. Il y avait bien sûr des parallèles : le sentiment populaire de l'illégitimité des manœuvres électorales du régime, l'ampleur des violences, l'enjeu considérable que représentait un exécutif hyperpuissant, le désaccord entre élites sur les « règles du jeu » et une situation d'impasse exigeant des négociations. Mais les formes de violence diffèrent d'un cas à l'autre. Selon les spécialistes du Kenya, les troubles postélectorales sont inscrits dans un processus long au terme duquel l'État a abdiqué ou perdu le monopole de la violence (en partie parce qu'il a lui-même encouragé les paramilitaires et les groupes non étatiques à y recourir), dans la nature instable, clientéliste et ethnocentrique des partis politiques et enfin dans la gravité des tensions foncières, aisément exploitables. Ainsi, au Kenya, d'une circonscription à l'autre, les violences ont varié considérablement et elles ont été le fait de bandes de malfaiteurs et de milices locales, parfois alliées à des politiciens, mais agissant souvent de manière autonome, et en ciblant les « Autres » ethniques et les « immigrants »³⁵.

Au Zimbabwe en revanche, l'État a toujours conservé le monopole de la violence. Ce sont les forces de sécurité elles-mêmes, en coordination avec le parti, qui ont organisé les troubles en utilisant les jeunesses du parti, des milices de jeunes (entraînés et déployés depuis 2001) et des anciens combattants (déjà mobilisés en 1997 par la Zanu-PF). Selon certaines ONG de défense des droits de l'homme, en avril 2007, des personnalités de haut rang ont organisé les violences, créant des « bases » pour les jeunes miliciens et les anciens

combattants dans des hôpitaux, des écoles, ou dans des fermes confisquées à des fermiers blancs³⁶. Dès mai-juin, les miliciens étaient les principaux acteurs de la répression, opérant sous la direction de hauts responsables. Contrairement au Kenya, aucun État parallèle n'a été créé, aucune bande ni aucune milice n'a pu prendre le contrôle autonome d'une ville ou d'une zone rurale³⁷. La violence était orchestrée par le pouvoir et elle était presque entièrement unilatérale. Les quelques cas de résistance des partisans du MDC confirment la règle : selon des groupes de défense des droits de l'homme, le MDC ne serait responsable que de 1 % des incidents, alors que 102 des 106 personnes mortes au cours des troubles entre avril et juin 2008 étaient du MDC et ont été tuées par la Zanu-PF ou les forces de sécurité³⁸.

Au Zimbabwe, la violence a visé les dirigeants et les électeurs du MDC. En 2008 comme depuis 2000, il s'est agi non d'une bataille ethnique, mais d'une lutte entre partis, avec une dimension idéologique, aspect quasiment jamais mentionné par les analyses de la situation au Kenya. C'est ce qui explique les différences dans les pratiques et dans le langage de la violence au Zimbabwe ainsi que les clivages très vifs qui séparent les partis politiques³⁹ : l'opposition y est qualifiée par le régime de traîtresse à la nation, accusée de ligue avec des puissances étrangères et considérée comme hors-la-loi, et dans ce contexte, on ne peut guère imaginer des alliances et des ralliements comparables à ceux observés au Kenya. Cette polarisation politique est aussi illustrée dans les controverses sur le sens du vote. Dans les jours précédents le deuxième tour, George Charamba, chargé de la communication de la Zanu-PF, se demandait ainsi « comment une simple croix sur un bout de papier, tracée en moins de temps qu'il n'en faut pour une petite extase [littéralement

31. Sur les questions foncières, voir par exemple « Vice-president pleads with army to stop farm seizures », *ZimOnline*, 1^{er} octobre 2007. Sur les avertissements du JOC, se reporter à l'entretien de Blessing-Miles Tendi avec Constantine Chiwenga, 3 septembre 2006.

32. Voir N. Kriger, « Zanu (PF) strategies in general elections, 1980-2000: discourse and coercion », *African Affairs*, vol. 104, n° 414, 2005, p. 1-34.

33. SPT, *Desperately Seeking Sanity: What Prospects for a New Beginning in Zimbabwe ?*, Johannesburg, SPT, 2008, p. 23.

34. Voir T. Ranger, « Elections and identities in Kenya and Zimbabwe », communication à l'atelier de la Britain Zimbabwe Society, Oxford, 27 juin 2008.

35. Voir l'excellent numéro du *Journal of Eastern African Studies*, vol. 2, n° 2, 2008, particulièrement S. D. Mueller, « The political economy of Kenya's crisis », p. 185-210, et D. Anderson et E. Lochery, « Violence and exodus in Kenya's Rift Valley, 2008: predictable and preventable ? », p. 328-343.

36. Voir les rapports du SPT et de HRW cités plus haut.

37. S. D. Mueller, « The political economy... », art. cit., p. 193.

38. SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op.cit., p. 20, 25, 35, 38 ; et *Punishing Dissent...*, op. cit., p. 30.

39. Voir B.-M. Tendi, *Zimbabwe's Third « Chimurenga » : The Use and Abuse of History*, thèse de doctorat, University of Oxford, 2008.



« life-creating ecstasy »], peut dépouiller un peuple libre, lui voler son héritage, sa liberté, sa terre et son futur ? » ; « nous devons tirer – oui, tirer – sur l’urne pour préserver notre indépendance⁴⁰ ». Comment le bulletin de vote pourrait-il vaincre le fusil ? Comment pourrait-il vaincre Dieu ? Mugabe affirma ainsi : « Le MDC ne gouvernera jamais au grand jamais ce pays. C’est Dieu seul, qui m’a désigné, qui pourra me retirer de mon poste – pas le MDC, ni les Britanniques⁴¹. »

Les déclarations de la Zanu-PF n’encourageaient guère le MDC à participer aux élections. Mais il ne faudrait pas en conclure pour autant que la Zanu-PF ne s’est pas soucié d’obtenir des voix, bien au contraire. En fait, les violences du deuxième tour visaient principalement à punir ceux qui avaient osé voter « de façon inadéquate ». Surnommé « Opération Mavhoterapapi » (« Pour qui avez-vous voté ? »), la violence a servi à châtier, à terroriser et à rééduquer, en s’appuyant de manière explicite sur le précédent de la guerre de libération : des *pungwes* (réunions nocturnes organisées par les combattants durant la guerre de libération) étaient organisés, au cours desquels des « traîtres » étaient battus, des slogans étaient scandés et les partisans du MDC étaient forcés de brûler l’emblème de leur parti. La loyauté politique devait être affichée publiquement et la violence était une méthode d’édification.

On comprend ainsi pourquoi les violences ont été plus fortes dans les circonscriptions traditionnellement Zanu-PF : « dans les régions du Mashonaland, particulièrement dans l’Ouest et le Centre, les circonscriptions ou villages où le vote MDC a longtemps été fort, ont été particulièrement visées – il s’agissait de les punir pour leur trahison et de mener une action préventive, avant le second tour⁴². » Les résultats locaux ont ainsi été utilisés pour persécuter les électeurs MDC. Des militants pro-MDC ont été ciblés, mais aussi des villages entiers. Ces attaques étaient particulièrement brutales, avec des tortures terribles et prolongées, des enlèvements et des massacres. Là où les militants MDC restaient introuvables, ce sont parfois leurs épouses et leurs enfants qui ont été agressés⁴³.

Une nouvelle vague violente d’invasions de terres a entraîné la fuite de plus de 130 fermiers blancs en quelques semaines⁴⁴. Mugabe a promis aux « colons » que le moment de la « solution finale » était venu et les médias zimbabwéens annonçaient pour leur part que les fermiers blancs chassés auparavant, anticipant une victoire du MDC, rentraient au pays dans l’intention de reprendre possession de leurs fermes. Les fermiers blancs ont même été accusés d’attaquer d’innocents anciens combattants et de tenter de rétablir l’ordre colonial⁴⁵. Cet assaut idéologique, orchestré par le pouvoir, est difficilement comparable aux tensions foncières internes du Kenya, plus locales et articulées à des clivages ethniques.

La Zanu-PF a changé de stratégie en mai-juin, installant des bases à travers le bastion MDC, la capitale, Harare, jusque dans les banlieues les plus chics. Les agressions et les déprédations se sont multipliées, tout comme la participation forcée à des *pungwes*, parfois toute la nuit. Des militants du MDC et des membres d'organisations civiques, ainsi que des membres de leurs familles ont été tués, parfois avec une brutalité toute professionnelle⁴⁶. Les funérailles des victimes, célébrées comme des martyrs, sont devenues des événements publics auxquels assistaient des hommes politiques de haut niveau⁴⁷.

Par ailleurs, bon nombre de dirigeants, de militants et de partisans du MDC ont été emprisonnés : une douzaine de députés ont été arrêtés, Morgan Tsvangirai a été arrêté à maintes reprises et le secrétaire général du MDC-T, Tendai Biti, accusé de haute trahison, a été emprisonné. Depuis des années déjà, les arrestations servent de punition : sans jugement ou même sans prétexte, les militants MDC ont été battus, torturés et détenus dans des conditions véritablement inhumaines⁴⁸.

Le 5 juillet, le MDC a publié son bilan : plus de 1 500 de leurs militants, dont 20 députés ou candidats à la députation, ont été arrêtés par la police sous des accusations liées à des violences politiques. 103 partisans ont été tués. Environ 5 000 partisans du MDC, dont plusieurs agents électoraux et candidats aux élections locales avaient été enlevés et manquaient à l'appel. Beaucoup d'autres se cachaient ou avaient été hospitalisés. Pour le MDC, cette violence visait à « annihiler le parti et ses structures »⁴⁹. La porte difficilement entr'ouverte avant mars s'est violemment refermée : le MDC ne peut même plus tenir de réunions publiques, même à Harare. Les médias d'État leur refusent tout

40. *The Herald*, 3 mai 2008.

41. R. Philip et D. Mahlangu, « Only God will remove me! », *Sunday Times*, 22 juin 2008.

42. SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 28.

43. *Ibid.*, p. 29 et *Punishing Dissent...*, op. cit., p. 36-37.

44. « Over 130 white farmers evicted in 3 weeks : CFU », *ZimOnline*, 17 avril 2008.

45. A. Ansell, « Operation "Final Solution" : Intimidation and violence against white farmers in post-election Zimbabwe », *Association of Concerned African Scholars*, n° 79, 2008, p. 1-8.

46. SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 21.

47. Voir par exemple J. Kandemiiri, « Zimbabwe opposition buries one slain activist while another succumbs to injuries », *VOA News*, 17 juillet 2008 ; M. Zakeyo, « What price for peace ? », 7 août 2008, <http://changezimbabwe.com/index.php?option=com_content&task=view&id=15>.

48. SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 23. Dans une étude portant sur près de 2 000 arrestations politiques depuis 2000, le SPT constate que seulement 4 condamnations ont été prononcées, dont aucune pour crime violent. Voir SPT et Institute for Justice and Reconciliation, *Policing the State. An Evaluation of 1,981 Political Arrests in Zimbabwe: 2000-2005*, Johannesburg, septembre 2005.

49. « 1,500 MDC activists in jail, youth leader hospitalised », déclaration du MDC Information and Publicity Department, *ZimOnline*, 5 juillet 2008.



temps d'antenne, même pour diffuser des messages publicitaires payants, arguant que l'opposition est une menace à l'ordre public⁵⁰. Quand Morgan Tsvangirai et son secrétaire général Tenda Biti n'étaient pas en prison, ils étaient en tournée à l'extérieur du pays, cherchant à obtenir le soutien du reste du continent. Le parti s'est donc trouvé sans leadership pendant de longues périodes, certains accusant même Tsvangirai d'avoir abandonné ses partisans⁵¹. La violence a finalement contraint Tsvangirai à se retirer de la course à la présidentielle, quelques jours avant le scrutin, laissant à Mugabe une victoire vide de sens. Mugabe a précipitamment prêté serment, et une fois de plus, il a affirmé qu'il était le Président légitime du Zimbabwe.

Contrairement aux élections précédentes, la violence et les manipulations éhontées n'ont pas été dissimulées par les gouvernements des pays voisins. La Zambie et le Botswana, depuis longtemps critiques à l'égard de la Zanu-PF, ont été les plus explicites dans leurs condamnations. Si le président Mbeki a gardé le silence, des membres importants de l'African National Congress sud-africain et de sa coalition, ainsi que la Tanzanie, ont adopté une position critique. La SADC a adopté une position relativement forte, soulignant que le scrutin n'était pas « représentatif des intentions des Zimbabweens » et réitérant la nécessité des négociations entre le MDC et la Zanu-PF. Le 21 juillet 2008, Mugabe, Tsvangirai et Mutambara se sont engagés à reprendre les discussions interrompues en janvier⁵².

VIVRE DANS L'INCERTITUDE

Les élections doivent être placées dans un paysage plus vaste, transformé par la violence. Depuis 2000, une part importante de la littérature académique sur le Zimbabwe souligne combien la vie y est devenue incompréhensible et imprévisible. Les aspirations et les attentes du Zimbabwe d'avant – les promesses du progrès, la récompense du travail, des règles et des institutions formelles et prédictibles –, tout cela a été renversé par l'arbitraire, par la crise économique et, de façon décisive, par la violence.

Jeremy Jones a décrit l'impact de l'effondrement économique du pays sur les normes et les règles et sur ce qui, aux yeux des Zimbabweens, constitue le « vrai travail »⁵³. Le « vrai travail », c'était le travail salarié, la masculinité adulte et une « bonne vie », faite de sincérité, d'ouverture, de légalité et de bureaucratie. Il s'agissait d'un idéal et la réalité, de plus en plus, c'est le *kukiya-kiya*, un mot qui dénote des pratiques opportunistes, à la lisière de la légalité, qui exploitent les distorsions d'une économie hyper-inflationniste qui se contracte à un rythme effarant. Les jeunes hommes de Chitungwiza

(à 30 kilomètres de Harare) rencontrés par Jones exprimaient la « colère et l'incertitude » qu'ils ressentait face à l'état de l'économie. Leurs sentiments témoignaient de la vitesse à laquelle l'économie formelle et ses symboles sociaux, ses institutions et ses valeurs avaient été détruits, laissant le pays dans un état de confusion et de nostalgie, avec des institutions affaiblies et des conditions de vie très dégradées.

Il y a bien sûr des parallèles à faire avec la sphère politique : depuis le début de la troisième Chimurenga, les Zimbabwéens ont exprimé leur colère et leurs incertitudes face aux actions du gouvernement, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation de la violence pour suspendre la loi et casser la gouvernance bureaucratique. Certains observateurs qui ont évoqué « la normalisation de l'anormal », ont souligné que pour le gouvernement, « déclencher l'imprévu » était devenu une véritable « marque de fabrique »⁵⁴. Les occupations de terres ont rendu nécessaire l'élaboration de nouvelles formes d'autorité et la dislocation brutale des formes anciennes. Mais le désir de planification et d'ordre s'exprime dans les modes d'installation très organisés sur les terres occupées et dans les efforts de l'État pour légaliser ses actions *ex post*⁵⁵. La gouvernance a de plus en plus emprunté une allure militarisée, avec l'annonce d'« opérations », dont la plus dévastatrice aura été l'Opération Murambatsvina – le « grand ménage » : visant l'habitat et le commerce informels des zones urbaines, cette opération a détruit les logements et les métiers de plus de 700 000 personnes. Comme le note Joost Fontein, il s'est agi là à la fois de la réaffirmation d'un engagement – familial et partagé – pour l'« ordre », incarné par des documents de planification et de réglementation, et de violences arbitraires et partisans⁵⁶.

50. Media Monitoring Project Zimbabwe, « Statement on the performance of the “public” media during the 2008 presidential run-off election campaign », Harare, 27 juin 2008.

51. Voir S. Chan, « The tragedy of Morgan Tsvangirai », *Prospect Magazine*, août 2008.

52. Voir SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, *op. cit.*, p. 8-13.

53. J. Jones, « “Nothing is straight in Zimbabwe” : the rise of the *Kukiya-kiya* economy 2000-2008 », communication à la conférence « Political Economies of Displacement in post-2000 Zimbabwe », Johannesburg, 9-11 juin 2008.

54. Voir respectivement M. Sithole, « Public eye », *Financial Gazette*, 28 mars 2001, et J. Fontein, « Anticipating the *tsunami* : rumours, planning and the arbitrary state in Zimbabwe », *Africa*, à paraître.

55. Sur le foncier et la politique locale, voir A. Hammar, B. Raftopoulos et S. Jensen, *Zimbabwe's Unfinished Business : Rethinking Land, State and Nation in the Context of Crisis*, Harare, Weaver Press, 2003 ; J. McGregor, « The politics of disruption : war veterans and the local state in Zimbabwe », *African Affairs*, vol. 101, n° 402, 2002, p. 9-37.

56. J. Fontein, « Anticipating the *tsunami*... », art. cit. Voir aussi D. Potts, « Restoring order ? Operation Murambatsvina and the urban crisis in Zimbabwe », *Journal of Southern African Studies*, vol. 32, n° 2, 2006.



Partout, la violence étatique (toujours entremêlée à la bureaucratie et à la loi) a développé des formes de pouvoir inattendues qui ont menacé la perception que les Zimbabwéens avaient de leur citoyenneté. L'opposition citoyenne et politique, si elle connaissait trop bien les aspects coercitifs et imprévisibles de l'État, a continué d'en appeler à celui-ci, considérant qu'il n'était pas seulement une créature du dispositif répressif de la Zanu-PF, mais bien encore un ensemble d'institutions au service de citoyens ayant des droits. Ce comportement est issu de décennies de pensée nationaliste et du comportement de l'État dans la première partie de la période postindépendance, une époque où le système judiciaire se battait pour conserver son indépendance, la police résolvait les crimes, les enseignants enseignaient et les docteurs soignaient ; il doit enfin beaucoup à l'émergence, dans les années 1990, d'une opposition non violente d'un mouvement civique centré sur la défense des droits. Le légalisme du MDC (même si le parti a toujours eu des militants favorables à des « moyens alternatifs ») démontre la force de l'imaginaire politique libéral au Zimbabwe⁵⁷. Aujourd'hui encore, le MDC et les organisations civiques signalent les crimes (politiques ou non) à la police. De plus, ils se rendent inlassablement devant les tribunaux pour demander à l'État de respecter des normes qui sont bien loin de ses pratiques. La croyance est forte en la possibilité de changer les choses : les récentes victimes de violence ont demandé justice, ce qui, pour elles, signifie des poursuites judiciaires et l'emprisonnement des coupables⁵⁸. Il ne s'agit pas là seulement d'idées chimériques.

Suite aux périodes de répression, la police et le tribunal se sont mis à arrêter et à poursuivre des gens pour crimes politiques de manière aléatoire. C'était le cas en 2000 et 2002, tout comme en 2008 après le deuxième tour⁵⁹. Le 20 juillet, le journal zimbabwéen *The Standard* rapportait la peine (9 ans de prison) prononcée par un magistrat du Matabeleland contre un ancien combattant qui avait volé une vache pour nourrir les partisans d'une « base »⁶⁰. Des militants Zanu-PF ont également été arrêtés pour des atteintes à la personne et à la propriété dans les provinces de Masvingo, du Matabeleland et du Mashonaland⁶¹. En juillet, au cours de l'Opération *Wanga Watuma Nani?* (« Qui a autorisé ? »), des policiers auraient mis fin aux activités de certaines bases Zanu-PF et arrêté des miliciens et des anciens combattants pour toute une série de crimes et délits, de l'agression au vol⁶². Avec beaucoup de courage, certains avocats continuent à défendre, parfois avec succès, les droits politiques. En parallèle, l'important réseau zimbabwéen d'ONG de défense des droits de l'homme dénonce les violations de la loi et appelle à son application.

Mais combien de temps peut-on, face à la violence, agir en tant que citoyen ? Les recours aux droits ont trop souvent échoué. Même après le début des

négociations en juillet 2008, certaines institutions tolèrent toujours l'autorité que les anciens combattants et les miliciens revendiquaient depuis les bases qu'ils occupent encore dans les zones rurales et leurs versions bien particulières de la « loi » et du « crime ». L'on sait que des miliciens et des anciens combattants Zanu-PF continuent d'extorquer des biens ou d'exiger du travail de partisans du MDC (réels ou supposés) déplacés lors des troubles et de retour chez eux : accusés de « s'être vendus » et d'avoir « demandé l'asile », ils se voient suggérer d'aller « rejoindre l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair, à Londres ou [de] payer une tête de bétail pour être accepté à nouveau dans la communauté⁶³ ». Bien loin de la restauration de la légalité bureaucratique, les partisans de la Zanu-PF, enracinés dans les pratiques violentes et les convictions de la troisième Chimurenga, peuvent à la fois faire des affaires et affirmer leur autorité.

L'État zimbabwéen a un véritable monopole de la violence, mais les abus incessants auxquels il l'emploie sont peut-être prémonitoires de sa fin prochaine⁶⁴. Une nouvelle génération politique a été forgée ; des milliers de miliciens ont pris part aux brutalités au nom de la Zanu-PF, et beaucoup d'entre eux risquent de ne pas vouloir renoncer à la violence comme moyen de survie ou d'action politique. Après la fermeture de certaines de leurs bases à Harare en juillet, certains se sont tournés vers le crime ; dans le Manicaland, en août, faute de salaires, d'autres se sont apparemment orientés vers l'exploitation illégale des diamants⁶⁵. Parmi les partisans de l'opposition,

57. Le légalisme du MDC a-t-il bénéficié à la Zanu-PF? L'usage de « moyens alternatifs » violents aurait sans doute permis au régime une répression de plus grande échelle, comme dans les années 1980. La violence aurait aussi pu avoir un effet dévastateur sur la démocratie au sein du MDC.

58. SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 40.

59. J. Alexander, « Punishment and politics in post-2000 Zimbabwe: state craft and political imaginaries », communication à la conférence « Political economies of displacement in post-2000 Zimbabwe », Johannesburg, 9-11 juin 2008.

60. « War veteran jailed for stock theft », *The Standard*, 20 juillet 2008.

61. SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 24 ; communication personnelle, SPT, 18 août 2008.

62. Zimbabwe Peace Project (ZPP), *Post Run-Off Presidential Election Report n° 4*, juillet 2008.

63. C. Chimhete, « Join Blair in London, war veterans tell MDC returnees », *The Standard*, 20 juillet 2008. Voir aussi ZPP, *Post Run-Off...*, op. cit. et J. Kandemiiri, « Parts of Zimbabwe's Manicaland Province still "no-go" zone for opposition », *VOA*, 14 août 2008. Pour une liste de 55 bases actives dans le Manicaland et le Masvingo, voir « The list: operational ZANU-PF militia torture camps », 5 août 2008, <www.hararetribune.com/index.php?news=167>.

64. À propos du cas kényan, voir D. Anderson, *Violence and Politics in Kenya: African Democracy in Crisis*, Oxford, James Currey, à paraître.

65. Voir respectivement SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 38 ; et MDC Manicaland, « Update », 1^{er} septembre 2008.



certaines ne croient plus en la loi, ni au vote. Depuis la défaite du MDC en 2000, de plus en plus de militants soutiennent que les recours légaux et la participation électorale ne peuvent l'emporter face à la violence de la Zanu-PF et à la corruption des institutions étatiques. Dans ses entretiens avec des partisans du MDC en 2006, LeBas a été « frappée par le degré auquel la brutalité des jeunes membres du parti était considérée comme légitime ou du moins justifiée en tant que réponse naturelle ou même nécessaire face à un système politique violent⁶⁶ ». Selon certains groupes de défense des droits de l'homme, puisque la police et les tribunaux ne font rien, les victimes pourraient chercher à se venger⁶⁷. À ce jour, les cas sont rares. Mais une génération entière a été élevée dans la violence et grandit entre le langage de la lutte contre la trahison et celui de la martyrologie, au sein de communautés profondément déchirées par des brutalités parfois intimes.

Un accord de partage du pouvoir pourra-t-il refonder des institutions capables de rendre la justice, de protéger les droits et de faire sortir les Zimbabwéens de l'économie du *kukiya-kiya* ? Les signes ne sont guère encourageants : l'accord du 21 juillet engageait les deux partis à cesser toute violence et à laisser circuler l'assistance humanitaire. Aucune de ces conditions n'a été respectée durant les premières semaines de négociations. À la mi-août, 12 élus du MDC étaient toujours victimes de mises en accusation totalement politiques. Depuis le scrutin du 27 juin, 32 partisans du MDC ont été tués, et deux depuis la signature du protocole. Les restrictions sur l'aide humanitaire instituée le 4 juin ont seulement été (partiellement) suspendues le 29 août, laissant les plus vulnérables sans nourriture ou médicaments⁶⁸. Il est évident que cette situation était la conséquence de la mauvaise foi de la Zanu-PF – le jour de la fête des Zimbabwe Defence Forces, Mugabe a interrompu les négociations pour récompenser le directeur de la ZEC, George Chiweshe, le chef de la CIO, Happyton Bonyongwe et le chef des services pénitentiaires, Paradzai Zimondi, « pour leur patriotisme inégalé et pour le professionnalisme avec lequel ils ont joué leur rôle constitutionnel de défenseurs de la nation⁶⁹ ».

Les rumeurs de négociations secrètes semblent indiquer que celles-ci relèvent plus de marchandages visant à apaiser les responsables des deux côtés que du difficile travail qui devrait être mené pour surmonter les séquelles de la violence, de l'impunité et de l'échec de la réconciliation. Le MDC doit convaincre tous ses membres ainsi que le mouvement civique qui l'a soutenu qu'il n'a pas fait trop de concessions. Les responsables de la société civile ont dénoncé haut et fort le secret des négociations et leur caractère exclusif, et ils refusent l'idée que les personnes responsables des violences puissent être amnistiées et garder leur poste : le fusil ne doit pas vaincre le bulletin de vote. De son côté, Mugabe doit convaincre les responsables des services de sécurité qu'il n'a pas trop

donné à l'opposition – et qu'ils ne seront pas poursuivis, punis, ou privés de leurs richesses. Ils ont accumulé le pouvoir économique, politique et coercitif et ont répété maintes fois qu'ils ne reconnaîtraient pas l'autorité de Tsvangirai quel que soit le résultat de l'élection. Peuvent-ils être contraints de le faire par les négociations ? Il semble que le prix minimum à payer soit de leur laisser l'impunité et le contrôle sur les principales institutions sécuritaires. Un accord de ce type ne manquera pas de susciter la frustration d'une grande partie du MDC et de ses alliés de la société civile. La transformation des institutions de gouvernance d'une logique de violence arbitraire et partisane à une logique bureaucratique et à la légitimité démocratique n'en sera que plus délicate. Au Zimbabwe, « la colère et l'incertitude » ont de l'avenir ■

Jocelyn Alexander
University of Oxford

Blessing-Miles Tendi
University of Oxford

Traduction de Claude Rochon

66. A. LeBas, « The politics of collapse... », art. cit., p. 24.

67. SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 38. Voir « Zanu-PF militia thugs punished », 15 août 2008, <www.hararetribune.com/index.php?news=298>.

68. Sur la violence politique et les questions humanitaires, voir HRW, « *They Beat me Like a Dog* » : *Political Persecution of Opposition Activists and Supporters in Zimbabwe*, New York, août 2008 ; SPT, *Desperately Seeking Sanity...*, op. cit., p. 15-16 ; ZPP, *Post Run-Off...*, op. cit. ; Veritas, 10 septembre 2008.

69. R. Maingire, « Mugabe showers praise on the military », *The Zimbabwe Times*, 12 août 2008.